

"Il y a plus de femmes chefs d'entreprise, médecins, titulaires de doctorats, et à l'université que jamais auparavant", souligne Jennifer Windsor, directrice exécutive de Freedom House, ONG basée à Washington qui étudie la situation des droits de l'Homme.

"Il reste toutefois de nombreux obstacles professionnels pour les femmes", note-t-elle. Mme Windsor cite par exemple le cas des Saoudiennes qui peuvent obtenir les diplômes pour devenir avocates mais ne peuvent comparaître devant les tribunaux pour représenter leurs clients.

L'étude a porté au total sur 18 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, mais n'a pas inclus Israël. Les progrès les plus importants ont été enregistrés au Koweït, en Algérie et en Jordanie, selon Freedom House, qui promeut la démocratie dans le monde depuis 1941. Au Koweït, les femmes ont obtenu en 2005 le droit de vote et de se présenter aux élections. Quatre ont été élues au Parlement l'an dernier, une première dans le pays.

L'Irak, le Yémen et les Territoires palestiniens, théâtres de conflits internes et de la montée de l'extrémisme religieux, sont les seuls à avoir enregistré un recul des droits des femmes ces cinq dernières années, selon l'étude.

Reste que globalement, les femmes dans la région souffrent d'inégalités plus grandes que dans

le reste du monde. Et les violences à leur encontre restent répandues et souvent impunies. Seules la Tunisie et la Jordanie prévoient des protections spécifiques contre les violences domestiques, et aucun des 18 pays étudiés n'interdit expressément le viol conjugal.

En Irak, les "crimes d'honneur", viols et enlèvements ont augmenté en cinq ans. Lors des crimes d'honneur, les femmes sont souvent tuées par des parents masculins qui les tiennent pour responsables d'atteintes à l'honneur de la famille, notamment en cas d'accusations d'infidélité.

En Iran, depuis l'élection du président Mahmoud Ahmadinejad en 2005, les restrictions vestimentaires et la ségrégation des sexes dans les lieux publics ont été appliquées plus strictement, et les entraves à la liberté d'expression ont conduit à la fermeture de publications féministes, note Freedom House. AP

Source originelle: AP
3 mars 2010